

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Europe centrale et balte

Une publication du SER de Varsovie, avec la participation des SE de la zone
Février 2026

Faits saillants :

- **Pologne** : Baisse des taux directeurs de la Banque centrale (3,75 %) ;
- **Hongrie** : Reflux marqué de l'inflation en début d'année (2,1 % en g.a.) ;
- **Tchéquie** : Révision à la hausse de la croissance en 2025 (2,6 %) ;
- **Slovaquie** : Révision à la baisse des prévisions macroéconomiques 2026 (croissance de 1 % ; inflation de 3,8 %) ;
- **Estonie** : Reprise industrielle et reflux progressif de l'inflation ;
- **Lettonie** : Niveau record d'investissement de la BEI en 2025 (381 M EUR) ;
- **Lituanie** : Croissance modérée en 2025 selon les statistiques nationales (2,7 %).

LE CHIFFRE A RETENIR

43,7 Mds EUR

enveloppe de la Pologne dans le
programme SAFE

Dossier du mois :

Europe centrale et balte – Tendances du commerce régional de biens

L'Europe centrale et balte (ECB) reste globalement exportatrice de biens, avec des spécialisations historiques : automobile, chimie et agroalimentaire pour le groupe de Visegrad, bois et meubles pour les États baltes. La région se positionne désormais dans les chaînes de valeur liées aux transitions énergétique et numérique. Les importations reflètent son rôle de plateforme industrielle européenne, incluant biens intermédiaires, énergie et équipements de défense. Malgré un commerce majoritairement intra-UE, la dépendance aux fournisseurs extra-européens pour certains produits stratégiques, comme les médicaments ou composants informatiques, demeure.

La Tchéquie et la Hongrie restent exportatrices nettes, la Pologne montre un solde volatil, la Slovaquie stagne et les États baltes affichent un déficit structurel, signalant une possible polarisation des balances commerciales depuis 2021.

Pologne

Baisse des taux directeurs dans un contexte d'incertitudes

Le Conseil de politique monétaire de la banque centrale a abaissé son taux directeur de 25 pb à compter du 5 mars, le portant à 3,75 %. Cette décision s'appuie sur une accélération de la croissance (4,0 % au T4 2025, contre 3,8 % au T3 2025) ainsi que sur une modération des pressions salariales. L'inflation sous-jacente (hors alimentation et énergie) est ainsi tombée à 2,5 % en glissement annuel (g.a.) en février 2026, soit un niveau conforme à la cible d'inflation de la banque centrale (2,5 % ± 1 pp) et à son plus bas niveau depuis octobre 2019.

Les perspectives d'une nouvelle baisse des taux dans les prochains mois restent incertaines, en raison de la guerre en Iran et du rebond des prix du carburant. Selon les premières estimations de Pekao SA, la croissance pourrait être inférieure de 0,2 points de pourcentage (pp) au scénario de référence (4,0 %), tandis que l'impact sur l'inflation annuelle est évalué à +0,4 pp. Dans ce contexte, la hausse des primes de risque pèse sur la dette publique, les investisseurs exigeant des rendements plus élevés. L'État a ainsi annulé certaines émissions et s'appuie sur un coussin de liquidités (environ 37 Mds EUR) afin d'en limiter le coût.

Débat sur l'utilisation des réserves de change pour financer la défense

Malgré le veto du président K. Nawrocki sur une loi précisant les modalités de mobilisation des financements dans le cadre du mécanisme européen de prêt SAFE (Security Action for Europe), dont la Pologne devrait être le principal bénéficiaire à hauteur de 43,7 Mds EUR, le gouvernement a annoncé un « plan B » prévoyant la mobilisation du fonds extrabudgétaire FWSZ. Conformément à une résolution du Conseil des ministres, les ministres des Finances et de la Défense signeront directement un accord sur le prêt avec la Commission européenne.

De son côté, l'alternative proposée par le président de la République, consistant à mobiliser une partie des réserves de change de la banque centrale (NBP), « n'assure pas un financement adéquat » selon le ministre des Finances, A. Domański. Fin janvier 2026, les réserves de change étaient évaluées à 247,3 Mds EUR, dont 74,6 Mds EUR correspondant à la valeur de 550 t d'or.

Hausse du chômage relativisée par le ministère du Travail

Avec un neuvième mois consécutif de hausse, le taux de chômage au sens du recensement (personnes se déclarant au chômage) a atteint 6,1 % de la population active en février, soit son niveau le plus élevé depuis avril 2021. Le nombre de demandeurs d'emploi s'élevait à 956 200 fin février, en hausse de 110 000 sur un an. Des disparités régionales persistent, avec un taux supérieur à 10,2 % dans la voïvodie de Warmie-Mazurie.

Le ministère du Travail attribue toutefois cette hausse, en grande partie, à une modification des critères de recensement ayant entraîné une augmentation d'environ 100 000 du nombre d'inscrits. Selon la définition du Bureau international du Travail, la Pologne afficherait ainsi l'un des taux de chômage les plus bas de l'UE (3,1 % fin janvier).

Hausse de la production de logements en 2025

En 2025, 208 400 logements ont été construits, soit une progression de 4,1 % par rapport à 2024. Cette croissance a été portée par la forte activité des promoteurs immobiliers, dont la production a représenté 64,2 % du total, une proportion inchangée par rapport à 2024.

Parallèlement, le nombre de logements dont la construction a été engagée a reculé de 9,2 % en 2025. Cette évolution s'inscrit dans un contexte de baisse des permis de construire délivrés, qui se sont établis à 266 400, en diminution de 8,7 %.

Hongrie

Reflux marqué de l'inflation

En janvier 2026, l'inflation a ralenti à 2,1 % en en g.a., son niveau le plus bas depuis mars 2018, principalement en raison d'un effet de base et d'une inflation mensuelle limitée à 0,3 %. Le plafonnement des marges et le report de la hausse de la taxe sur les carburants ont aussi contribué. La baisse concerne surtout l'énergie et certains produits alimentaires.

Alerte de Standard & Poor's sur la dette publique

Standard & Poor's souligne que la Hongrie fait face à des risques accrus sur sa dette publique avant les élections de 2026. La fragmentation politique, le calendrier électoral, l'incertitude géopolitique, la croissance modérée et le retard des fonds européens freinent la consolidation budgétaire et pèsent sur la notation souveraine.

Programme économique du parti Tisza

Le programme prévoit un important rééquilibrage fiscal par la réduction de l'impôt sur le revenu des salariés, la diminution/élimination partielle de la TVA sur certains produits et l'introduction d'un impôt sur la fortune. Le parti s'engage à conduire la Hongrie vers le respect des critères maastrichtiens dans la perspective d'une adoption de l'euro. Des investissements sont prévus dans l'énergie et les infrastructures de transport.

Pour mener ses réformes, le parti espère dégeler les fonds européens bloqués et trouver des ressources dans la lutte contre la corruption, la réduction des dépenses publiques inefficaces et la stimulation de la croissance économique pour élargir la base fiscale.

Programme massif de transferts aux ménages avant les élections

A deux mois des prochaines élections parlementaires d'avril, le gouvernement a lancé un programme de transferts record vers les ménages, représentant plus de 1000 Mds HUF (2,6 Mds EUR) : versement anticipé du 14^{ème} mois aux retraités, versement de primes, exonération d'impôt sur le revenu pour les parents et adoption d'avantages fiscaux pour les familles notamment.

Tchéquie

Révision à la hausse de la croissance en 2025

Le PIB tchèque a augmenté de 2,6 % en 2025, selon l'estimation révisée de l'office tchèque des statistiques, contre 2,5 % précédemment estimé. Cette croissance a été soutenue par la consommation des ménages (+3 %), les dépenses publiques (+2,2 %) et l'investissement (+2 %). L'emploi a progressé de 1,1 %, avec 5,5 M de personnes actives, tandis que le nombre d'heures travaillées a augmenté de 2,3 % par rapport à 2024. Le salaire mensuel moyen s'élève à 49 200 CZK (2 000 EUR), en hausse nominale de 7,2 % (3 316 CZK), ce qui se traduit par un gain réel de 4,6 % après prise en compte de l'inflation moyenne de 2,5 % en 2025.

Ralentissement de l'inflation moyenne à 1,4 % en février

En février, la hausse des prix a ralenti à 1,4 % sur un an, atteignant son niveau le plus bas depuis janvier 2016 (1,6 %). La baisse des prix de l'électricité (-11,9 %) et du gaz (-7,2 %) a fortement contribué, tandis que certains postes ont continué de progresser (restauration, hébergement, eau, etc.). Globalement, les prix des biens ont reculé de 0,7 %, tandis que ceux des services ont augmenté de 4,5 % en g.a. L'inflation sous-jacente s'établit à 2,7 %. Selon la Banque nationale tchèque (CNB), « l'inflation sera influencée par la hausse des prix du pétrole dans les mois à venir, mais pourrait néanmoins rester en dessous de 2 % ».

Adoption du budget initial pour 2026

Le budget de l'Etat pour 2026 a été approuvé par la Chambre des députés le 11 mars, prévoyant des recettes de 2 117,8 Mds CZK (87 Mds EUR), des dépenses de 2427,8 Mds CZK (100 Mds EUR) et un déficit de 310 Mds CZK (13 Mds EUR). La promulgation par le Président mettra fin au budget des « douzièmes provisoires » appliqué depuis janvier.

Hausse modérée du chômage début 2026

En janvier 2026, le taux de chômage s'est établi à 3,3 %, en hausse de 0,5 pp sur un an. Les taux de chômage des hommes et des femmes restent stables par rapport à décembre 2025, à 2,8 % et 3,8 % respectivement. Le taux d'emploi s'élève à 75,4 %, enregistrant une baisse de 0,3 pp en glissement annuel, identique à celle de décembre. L'emploi masculin atteint 80 %, tandis que l'emploi féminin s'établit à 70,5 %.

Slovaquie

Révision à la baisse des prévisions macroéconomiques

Les prévisions publiées par le ministère des Finances en février pour l'année 2026 sont globalement plus pessimistes que celles de septembre 2025. La croissance du PIB est désormais attendue à 1 % (-0,3 pp), soutenue principalement par l'investissement (+2,4 %), mais freinée par la faiblesse de la consommation des ménages (+0,3 %) ainsi que par la stagnation des exportations nettes. L'inflation devrait atteindre 3,8 %. Par ailleurs, l'emploi reculerait de 0,4 %, après avoir déjà enregistré en 2025 sa plus forte baisse depuis dix ans. Dans ce contexte, le taux de chômage devrait s'établir à 5,8 % en 2026, soit 0,4 pp de plus qu'en 2024.

Estonie

Reprise industrielle et reflux progressif de l'inflation

La production industrielle a progressé de 1,7 % en 2025 en volume (Statistics Estonia), portée par la fabrication (+3,1 %) mais ralentie par l'énergie (-8,5 %) et les industries extractives (-0,9 %). Les exportations manufacturières, représentant 66,3 % de la production, ont augmenté de 3,3 % en valeur, tandis que les ventes domestiques ont progressé de 6,1 %.

L'inflation a ralenti à 3,7 % en janvier en g.a., son plus bas niveau depuis l'automne 2024. En variation mensuelle, elle s'élève à 1 %, tirée par l'alimentation (+6 %) et l'électricité (+20 %). Malgré cette tendance haussière, le ministère des Finances anticipe un ralentissement de l'inflation en 2026 autour de 2,5 %, soutenu par la baisse des prix des matières premières et l'atténuation de la hausse de 2 pp de la TVA depuis le 1er juillet 2025.

Forte mobilisation de la BEI en faveur de l'investissement

En 2025, la BEI a significativement renforcé son engagement en Estonie, avec 336 M EUR de nouveaux financements, contribuant à mobiliser environ 1,3 Md EUR d'investissements (3,2 % du PIB). Les financements ont principalement soutenu la transition énergétique, la modernisation des infrastructures ainsi que l'accès au crédit des PME, via notamment une opération de titrisation permettant de dégager près de 250 M EUR de nouveaux prêts. Au total, plus de 1 300 PME et ETI ont bénéficié de ces dispositifs, contribuant au maintien d'environ 10 000 emplois.

Dynamisme de l'industrie de défense et de la deeptech

En 2025, l'écosystème deeptech estonien a atteint un chiffre d'affaires record de 430 M EUR (+20 %) tiré en particulier par les technologies de défense. Les startups deeptech, qui ne représentent que 12 % de l'écosystème, ont mobilisé 161 M EUR, soit 52 % des investissements. Des entreprises telles que Milrem Robotics (56,5 M EUR de chiffre d'affaires) et Threed Systems

(51,5 M EUR) illustrent la solidité d'un segment largement tourné vers l'exportation et les marchés de sécurité.

Afin de consolider cette dynamique, le ministère de l'Économie a annoncé un programme public de 12,6 M EUR sur quatre ans destiné à renforcer la valorisation économique de la recherche. Le dispositif, associant universités et parcs scientifiques, prévoit l'accompagnement d'environ 200 équipes en phase de préincubation et la création de 37 nouvelles entreprises technologiques. L'objectif est de mobiliser près de 38 M EUR de financements additionnels, dont environ 29 M EUR d'origine privée, pour accélérer l'industrialisation de technologies à forte intensité capitalistique (robotique, défense, matériaux avancés, énergie, biotechnologies). Cette initiative vise à élargir la base scientifique nationale et à soutenir la compétitivité technologique à moyen terme.

Structuration d'une stratégie nationale en intelligence artificielle

Le gouvernement a lancé en janvier l'initiative stratégique eesti.ai, destinée à coordonner et accélérer l'intégration de l'intelligence artificielle dans l'économie et l'administration. Les autorités estiment que l'IA pourrait accroître le PIB de 25 % sur cinq ans et jusqu'à 50 % d'ici 2035, soit un gain potentiel évalué à 20 Mds EUR. Le programme vise une diffusion transversale de l'IA dans les services publics (santé, éducation, sécurité), ainsi que dans l'industrie et les services numériques, avec un accent particulier sur l'automatisation des processus, l'analyse de données et les applications à forte valeur ajoutée.

Un conseil consultatif international a été constitué afin d'orienter la gouvernance et de prioriser les projets structurants. À court terme (12 à 18 mois), l'objectif est d'identifier des cas d'usage à fort impact budgétaire ou productif, de renforcer les compétences numériques et de favoriser les partenariats entre acteurs publics, universités et entreprises technologiques. Cette initiative s'inscrit dans la continuité du positionnement estonien comme laboratoire de l'administration numérique.

Renforcement des obligations déclaratives sur les cryptoactifs

Le gouvernement a adopté un dispositif imposant aux 39 prestataires de services sur cryptoactifs établis en Estonie une obligation annuelle de déclaration détaillée des transactions à l'administration fiscale. Cette réforme, qui s'inscrit dans la transposition de la directive européenne sur la coopération administrative, couvrira les opérations d'achat, de vente et d'échange, ainsi que certains paiements en cryptoactifs. Les prestataires estoniens totalisent environ 1,92 M de clients. Les premiers échanges automatiques d'informations interviendront en 2027, renforçant la transparence fiscale et la lutte contre le blanchiment.

Lettonie

Niveau record d'investissement de la BEI en 2025

En 2025, la Lettonie a reçu 381 M EUR de financements de la Banque européenne d'investissement (BEI), dont 76 M EUR via le Fonds européen d'investissement (FEI). Cette progression, portée notamment par l'ouverture du premier bureau du Groupe BEI à Riga, dépasse nettement la moyenne annuelle de 195 M EUR observée au cours des cinq dernières années. Ces financements, représentant 0,9 % du PIB, ont permis de mobiliser 1,3 Md EUR d'investissements (2,9 % du PIB), majoritairement orientés vers des projets verts (90 % des opérations). Le soutien du Groupe BEI a profité aux agriculteurs, aux exportateurs et aux étudiants, tout en appuyant environ 1 400 PME et entreprises de taille intermédiaire, et en contribuant au maintien de près de 13 000 emplois en Lettonie.

Hausse de la production industrielle en 2025

Cette augmentation résulte principalement d'une hausse de 5,5 % de la production dans le secteur manufacturier, portée notamment par la fabrication de bois et de produits en bois et en liège (+3,5 %), la production de produits alimentaires (+8,6 %) et la fabrication de produits

métalliques hors machines et équipements (+7 %). En revanche, certains secteurs ont enregistré des baisses, comme l'électricité et le gaz (-3 %) ainsi que les mines et carrières (-15,4 %). Des reculs ont également été observés dans la fabrication de textiles (-12,3 %), de papier et de produits en papier (-5,5 %) et de produits en caoutchouc et plastique (-5,4 %).

Approbation du programme SAFE

Les financements, prévus entre 2026 et 2030 et pouvant atteindre 524 M EUR dès 2026, permettront à la Lettonie de renforcer ses capacités militaires et de développer son industrie de défense. Après approbation de la demande de financement par la Commission, les ministres de la Défense des États membres disposent d'un délai de quatre semaines pour valider les plans, ce qui ouvre la voie au versement des premiers paiements dès mars 2026.

Recul des bénéficiaires du secteur bancaire en 2025

En 2025, les organismes financiers lettons ont enregistré un profit agrégé de 341,7 M EUR, en baisse de 34,5 % par rapport à 2024, malgré une progression de leurs actifs de 5,9 % à 31,7 Mds EUR, et une hausse de 13,1 % de l'encours des prêts, qui s'est établi à 15,8 Mds EUR. Par ailleurs, l'encours des dépôts des résidents atteignait 21,3 Mds EUR en décembre 2025, soit une augmentation de 8,2 % sur un an.

Amélioration de la perception de la corruption

En 2026, la Lettonie gagne une place et se classe au 37^{ème} rang mondial de l'indice de perception de la corruption, avec un score de 60 (+1 en un an). Le pays pâtit toutefois d'un manque de transparence dans les processus décisionnels, ce qui le place nettement derrière les autres pays baltes : l'Estonie et la Lituanie occupent respectivement les 12^{ème} et 28^{ème} positions.

Lituanie

Croissance modérée en 2025 selon les statistiques nationales

Le PIB de la Lituanie a atteint 84 Mds EUR à prix courants en 2025, enregistrant une croissance annuelle de 2,7 %, soutenue principalement par les services ainsi que par le redressement des secteurs manufacturier, des transports et du commerce de détail et de gros. Le taux de chômage a reculé de 0,2 pp pour s'établir à 6,9 %, tandis que le chômage des jeunes a diminué de 2,1 pp, atteignant 14,1 %. En parallèle, le déficit commercial s'est creusé pour atteindre 6,5 Mds EUR.

Inflation toujours soutenue début 2026

L'IPCH s'établit à +2,8 % en glissement annuel, tiré principalement par la hausse des prix de l'alimentation (+4,8 %), ainsi que de l'alcool et du tabac (+7,2 %). Les services demeurent également dynamiques, en particulier dans les secteurs des loisirs (+4,1 %), de l'hôtellerie - restauration (+6,1 %) et des services financiers (+4,6 %). A l'inverse, certains postes ont enregistré des baisses, notamment les services de transport (-1,9 %) et les équipements individuels (-0,2 %). Les prix de l'énergie, quant à eux, poursuivent sur une tendance similaire à celle observée en 2025 (+2,8 %).

Transformation d'ILTE en banque publique d'investissement

En 2026, la Lituanie poursuit la transformation de sa banque publique d'investissement (ILTE) en renforçant significativement ses fonds propres, avec une augmentation de 412 M EUR sur trois ans, pour atteindre 900 M EUR à l'horizon 2028. Parallèlement, d'ici 2027, ILTE évoluera d'une société d'investissement alimentée par des fonds publics vers une véritable banque publique d'investissement, capable de lever des financements sur les marchés pour soutenir ses activités. Cette transformation vise à accroître fortement ses capacités d'intervention, avec un objectif de financement pouvant atteindre jusqu'à 6 Mds EUR de projets d'ici 2030. En

outre, la fusion récente entre ILTE et le fonds d'investissement publics VIK, spécialisé dans les projets de défense, devrait encore renforcer ses moyens d'action, à hauteur d'environ 1 Md EUR supplémentaire.

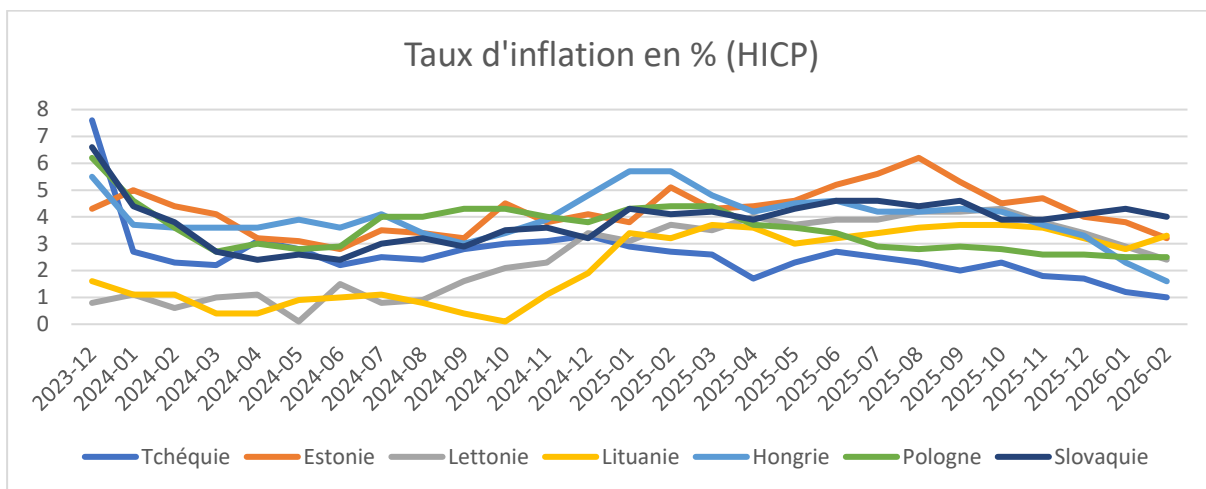
Retombées économiques du polygone de Kapčiamiestis

Le ministère de l'Économie et de l'Innovation a évalué les retombées économiques de la construction et de l'exploitation du site d'entraînement militaire de Kapčiamiestis (région de Lazdijai). Grâce aux contrats de sous-traitance locaux, le projet pourrait entraîner une hausse de l'emploi de 3,4 % et des revenus des entreprises de 17 M EUR par an. Cette dynamique bénéficierait aussi aux finances locales, avec une augmentation attendue des recettes municipales de 3,4 millions d'euros.

Versement imminent du quatrième paiement du PNRR

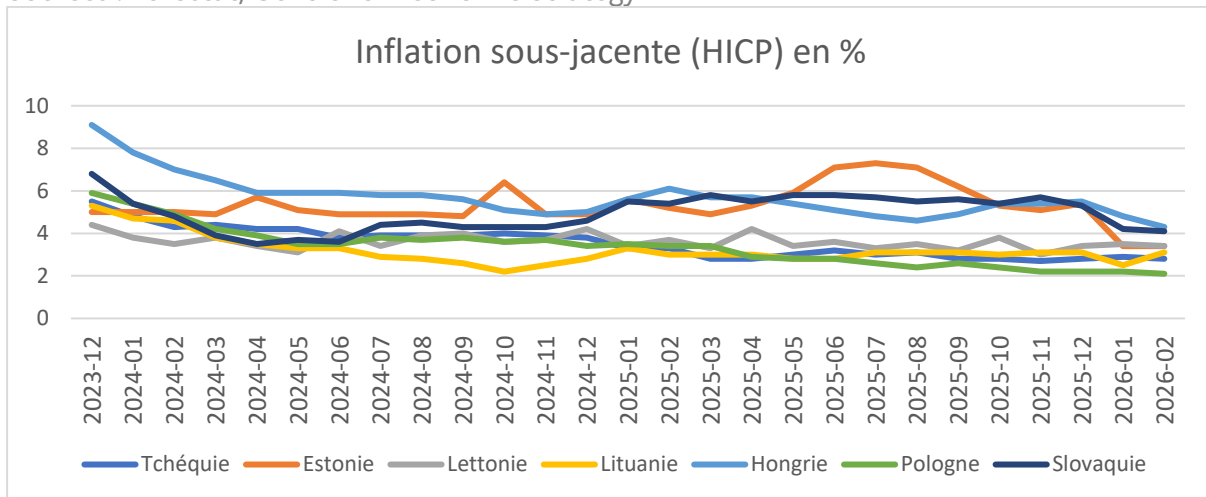
La Commission européenne a validé le jalon manquant, condition nécessaire au déblocage du solde du quatrième paiement au titre du plan Next Generation Lituanie. Pour rappel, en août 2025, la Lituanie avait sollicité 515 M EUR dans le cadre de Next Generation EU, mais n'en avait perçu que 464 M, seuls 39 des 40 critères et objectifs fixés par la Commission ayant été alors remplis. Les fonds restants devraient être versés en mars. A cette échéance, la Lituanie devrait également soumettre son avant-dernière demande de décaissement au titre de Next Generation EU, la dernière étant prévue pour septembre 2026.

Indicateurs macroéconomiques



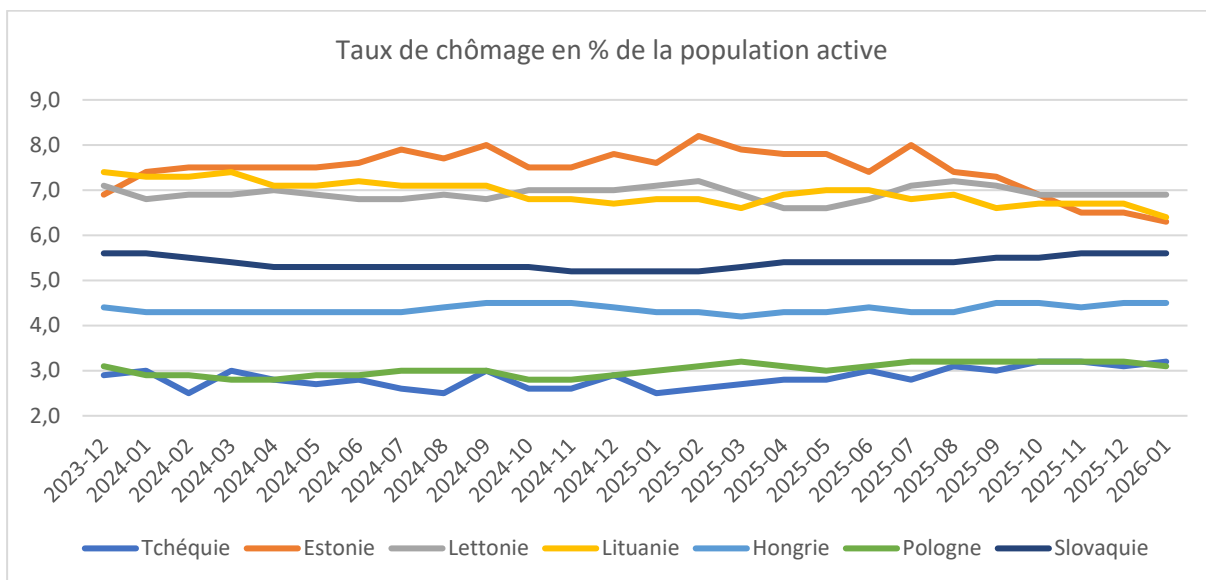
	déc-24	sept-25	oct-25	nov-25	déc-25	janv-26	févr-26
Tchéquie	3,3	2,0	2,3	1,8	1,8	1,2	1
Estonie	4,1	5,3	4,5	4,7	4	3,8	3,2
Lettonie	3,4	4,2	4,3	3,8	3,4	2,9	2,4
Lituanie	1,9	3,7	3,7	3,6	3,2	2,8	3,3
Hongrie	4,8	4,3	4,2	3,7	3,3	2,3	1,6
Pologne	3,9	2,9	2,9	2,6	2,5	2,5	2,5
Slovaquie	3,2	4,6	3,9	3,9	4,1	4,3	4
Ukraine	12,0	10,9	10,9	8	8	7,4	7,6

Sources : Eurostat, Centre for Economic Strategy



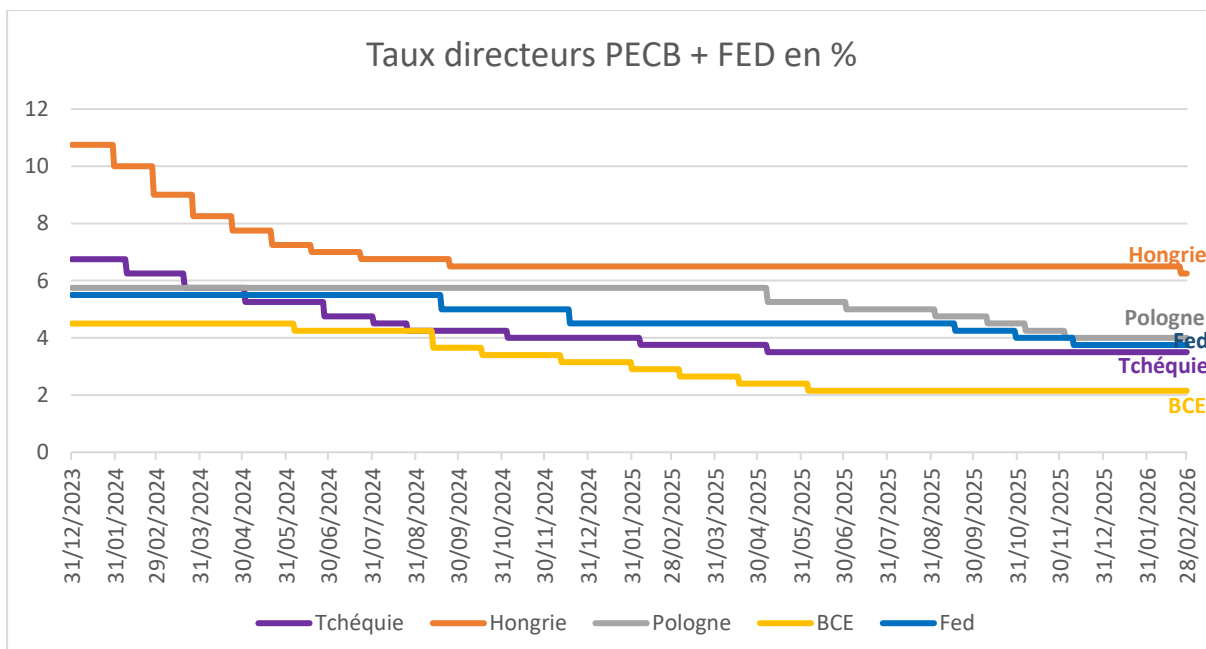
	déc-24	sept-25	oct-25	nov-25	déc-24	2026-01	2026-02
Tchéquie	3,8	2,9	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8
Estonie	4,9	6,2	5,3	5,1	5,4	3,4	3,4
Lettonie	4,2	3,2	3,8	3	3,4	3,5	3,4
Lituanie	2,8	3,1	3	3,1	3,1	2,5	3,1
Hongrie	4,9	4,9	5,4	5,4	5,5	4,8	4,3
Pologne	3,3	2,5	2,3	2,2	2,2	2,2	2,1
Slovaquie	4,6	5,6	5,4	5,7	5,3	4,2	4,1

Source : Eurostat (données Ukraine indisponibles)



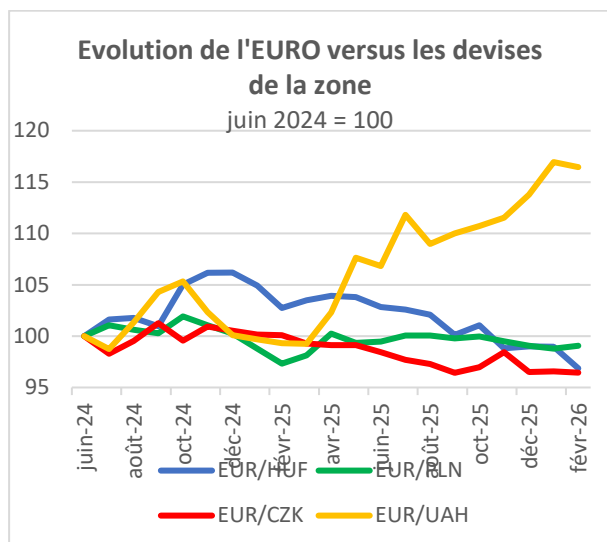
	déc-24	sept-25	oct-25	nov-25	déc-25	janv-26
Tchéquie	2,9	3	3,2	3,2	3,1	3,2
Estonie	7,8	7,3	6,9	6,5	6,5	6,3
Lettonie	7	7,1	6,9	6,9	6,9	6,9
Lituanie	6,7	6,6	6,7	6,7	6,7	6,4
Hongrie	4,4	4,5	4,5	4,4	4,5	4,5
Pologne	2,9	3,2	3,2	3,2	3,2	3,1
Slovaquie	5,2	5,5	5,5	5,6	5,6	5,6
Ukraine	14,2	11,4	13	15,5	14,5	14,7

Sources : Eurostat, Center for Economic Strategy



	déc-24	sept-25	oct-25	nov-25	déc-25	janv-26	févr-26
Tchéquie	4	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Hongrie	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,25
Pologne	5,75	4,75	4,5	4,25	4	4	4
Ukraine	13,5	15,5	15,5	15,5	15,5	15	2,15
BCE	3,15	2,15	2,15	2,15	2,15	2,15	3,75
FED	4,5	4,25	4,0	4,0	3,75	3,75	15,00

Sources : Banques centrales nationales, BCE



	Clôture au 27/02/2026	Variation mensuelle (%)	Variation depuis fin 2025 (%)
EUR/PLN*	4,22	0,40	0,08
EUR/HUF*	376,63	-1,07	-2,21
EUR/CZK*	24,24	-0,33	0,03
EUR/USD*	1,18	-0,96	0,47
EUR/UAH*	51,02	-0,43	2,34
WIG20	3 440,02	2,38	8,04
BUX	126 534,75	-1,78	13,96
PX	2 651,87	-4,03	-1,26
PFTS	462	0,06	0,06
Euro Stoxx 50	6138	3,20	5,90
Spread PL-10**	231	2,72	-1
Spread HU-10**	382	1,71	-5
Spread CZ-10**	169	14,03	3
Spread UA-10**	1331	13,14	

	Pologne	Hongrie	Tchéquie	Slovaquie	Estonie	Lettonie	Lituanie	Ukraine
PIB nominal (M EUR)								
2024	848 491	206 040	320 787	130 208	39 848	40 652	78 996	176 270
2025	918 464	218 451	346 010	136 754	41 621	43 026	84 061	185 584
Taux de croissance du PIB réel (% , g.a.)								
2024	3,0	0,6	1,3	1,9	-0,1	0,0	3,0	2,9
2025	3,6	0,4	2,5	0,8	0,6	2,1	2,9	2,0
Populations (milliers)								
2024	36 620,97	9 584,63	10 900,56	5 424,69	1 374,69	1 871,88	2 885,89	33 343,00
2025	36 497,50	9 539,50	10 909,50	5 419,45	1 370,00	1 860,57	2 890,66	32 860,00
Solde public (% PIB)								
2023	-5,3	-6,7	-3,8	-5,2	-3,1	-2,4	-0,7	-19,61
2024	-6,6	-4,9	-2,2	-5,3	-1,5	-1,8	-1,3	-17,70
Dettes publiques brutes (% PIB)								
2023	49,5	73	42,5	55,6	20,2	44,6	37,3	82,3
2024	55,3	73,5	43,6	59,3	23,6	46,8	38,2	89,8
Solde du compte courant (% PIB)								
2023	1,8	0,3	-0,1	-0,9	-1,7	-3,9	1,1	-5,4
2024	0,2	2,2	1,8	-2,8	-1,1	-2,1	2,5	-7,0

Sources : Eurostat, FMI

(p) : données provisoires ; (r) : rupture dans la série chronologique

Dossier du mois :

Europe centrale et balte – Tendances du commerce régional de biens

L'Europe centrale et balte (ECB) demeure, dans l'ensemble, une région exportatrice nette de biens. Les spécialisations industrielles historiques des membres du groupe de Visegrad (automobile, chimie, industrie agroalimentaire) ainsi que celles des Etats baltes (bois, meubles) s'accompagnent désormais d'un positionnement solide de la région dans les chaînes de valeur liées aux transitions énergétique et numérique.

Les importations régionales reflètent toujours le rôle de plateforme industrielle de l'Europe centrale et balte au sein de l'Union européenne, avec une forte présence de biens de consommation intermédiaire et d'énergie. Elles traduisent également, de plus en plus, le souci de certains pays d'affirmer leur autonomie en matière de moyens de défense.

Malgré une forte dépendance au commerce intra zone (18 %) et intra-UE (74 %) et des performances exportatrices globalement solides, les économies de la région partagent avec le reste de l'Union européenne certaines vulnérabilités vis-à-vis de l'approvisionnement extra européen, notamment pour les médicaments et les composants informatiques. Elles restent par ailleurs fortement exposées à l'offre et à la demande allemandes. Les économies extra européennes sont plus présentes parmi les fournisseurs de la région que parmi ses clients, même si les partenaires européens conservent un rôle clé.

Dans l'ensemble, la Tchéquie et la Hongrie continuent de se distinguer comme d'importants exportateurs nets. En revanche, le solde commercial de la Pologne reste volatil, l'excédent slovaque n'a pas suivi la dynamique des deux principaux exportateurs de la région, et les États baltes restent structurellement déficitaires en biens. Les tendances observées depuis 2021 pourraient ainsi signaler le début d'une polarisation des balances commerciales au sein de la zone.

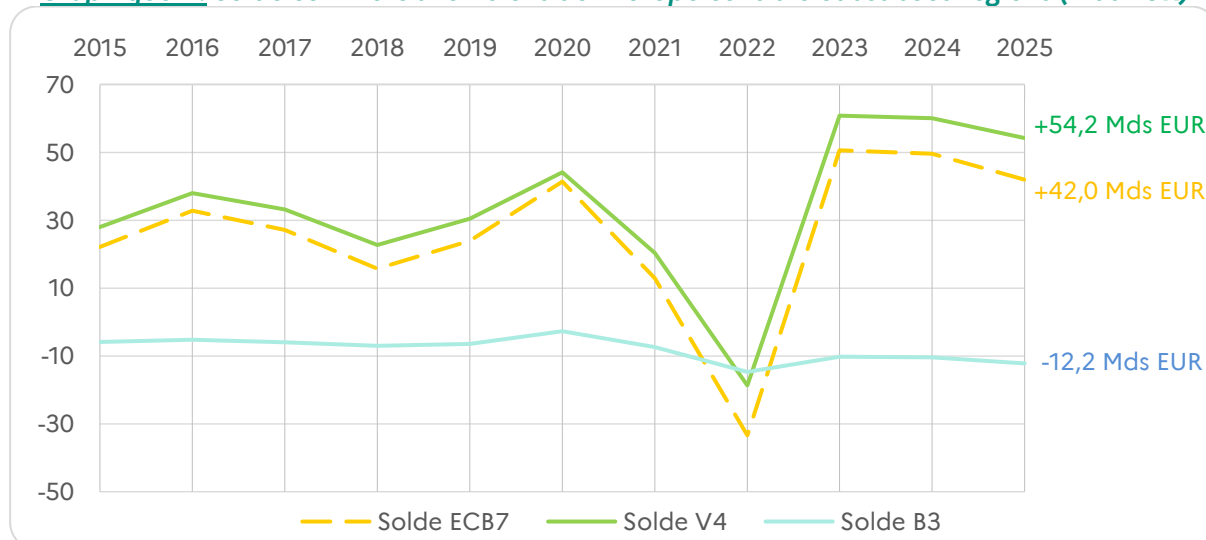
1. Une région exportatrice nette, des situations nationales hétérogènes

1.1. Profil régional

L'Europe centrale et balte (ECB) est une région exportatrice nette de biens. Sur la période 2015-2025, la région (solde commercial agrégé de la Pologne, Tchéquie, Hongrie, Slovaquie, Lituanie, Estonie et Lettonie) n'a connu qu'un seul déficit de sa balance des biens (en 2022), et l'excédent annuel moyen sur la décennie atteint 25,9 Mds EUR (graphique 1).

Deux groupes aux profils commerciaux distincts se dégagent historiquement au sein de la région : (i) les quatre pays du groupe de Visegrad (V4) : Pologne, Tchéquie, Hongrie, Slovaquie, qui constituent le pilier de l'excédent régional avec +33,9 Mds EUR d'excédent agrégé annuel moyen sur la période et concentrent en moyenne 91 % des exportations totales des sept économies sur la période ; (ii) les trois Etats baltes (B3) : Lituanie, Estonie, Lettonie. A l'inverse, les B3 sont structurellement déficitaires en biens (aucun excédent en dix ans) : le déficit moyen de la sous-région sur la décennie atteint -8,0 Mds EUR, et s'élève à -12,2 Mds EUR en valeur annuelle en 2025.

Graphique 1 : Solde commercial en biens de l'Europe centrale et ses sous-régions (Mds EUR)



Sources : Instituts statistiques des pays de la région, SER de Varsovie

1.2. Profils pays

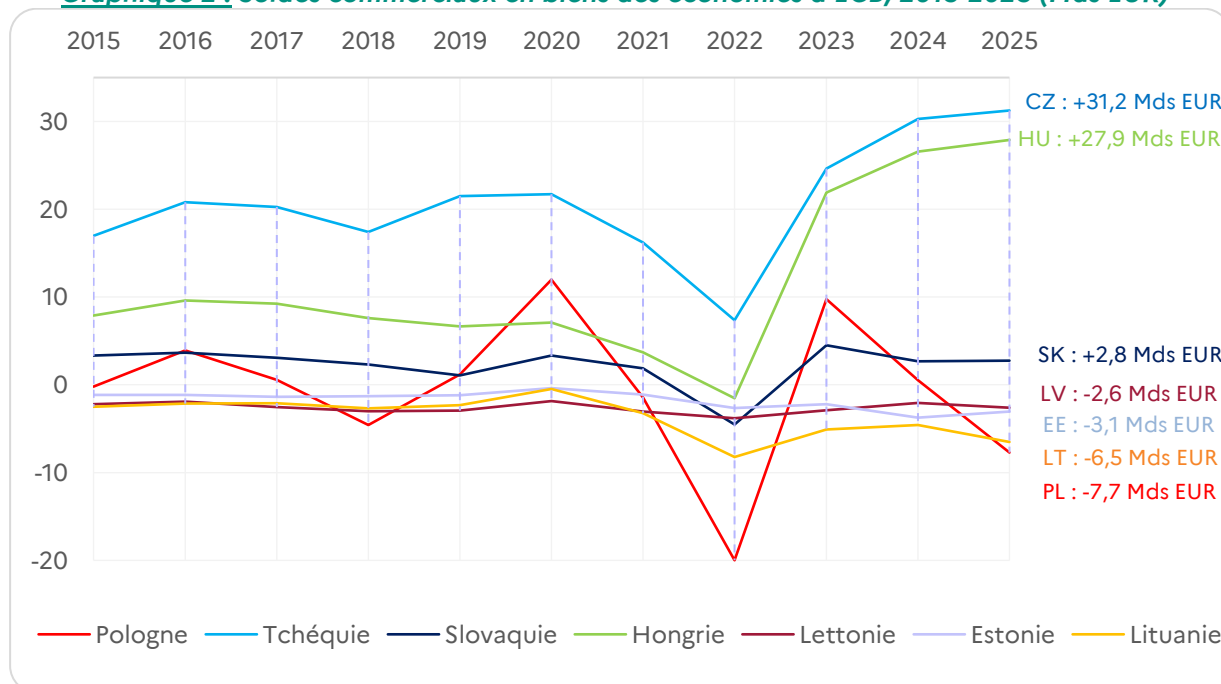
Sur le plan des équilibres commerciaux, l'Europe centrale et balte se polarise. Sur l'ensemble de la décennie, et de façon accélérée au cours des trois dernières années, on observe une différenciation accrue des soldes commerciaux (voir le graphique 2), ainsi que l'émergence de deux groupes d'économies :

- Les économies excédentaires (Tchéquie, Hongrie) ;
- Celles oscillant entre l'équilibre et des déficits modérés (Pologne, Slovaquie, Lituanie, Estonie, Lettonie).

Cet écart, qui ne recoupe pas les groupes historiques V4-B3, s'explique en premier lieu par la robustesse de l'excédent commercial tchèque tout au long de la décennie, la Tchéquie étant la seule économie de la zone à n'avoir connu aucun déficit depuis dix ans (+31 Mds EUR en 2025). C'est aussi dû au redressement rapide de la balance commerciale de la Hongrie (+28 Mds EUR en 2025) depuis son déficit de 2022, suivi d'une amélioration de +23 Mds EUR de sa balance commerciale sur la seule année 2023.

À l'inverse : la Pologne se caractérise par une forte volatilité de son solde commercial (écart de 16,5 Mds EUR entre l'excédent de 2020 et le déficit de 2022) et la Slovaquie affiche un excédent modéré, en dépit de son importante ouverture commerciale, reflétant la forte proportion d'exportations mais aussi d'importations liées à des sites d'assemblage à faible valeur ajoutée.

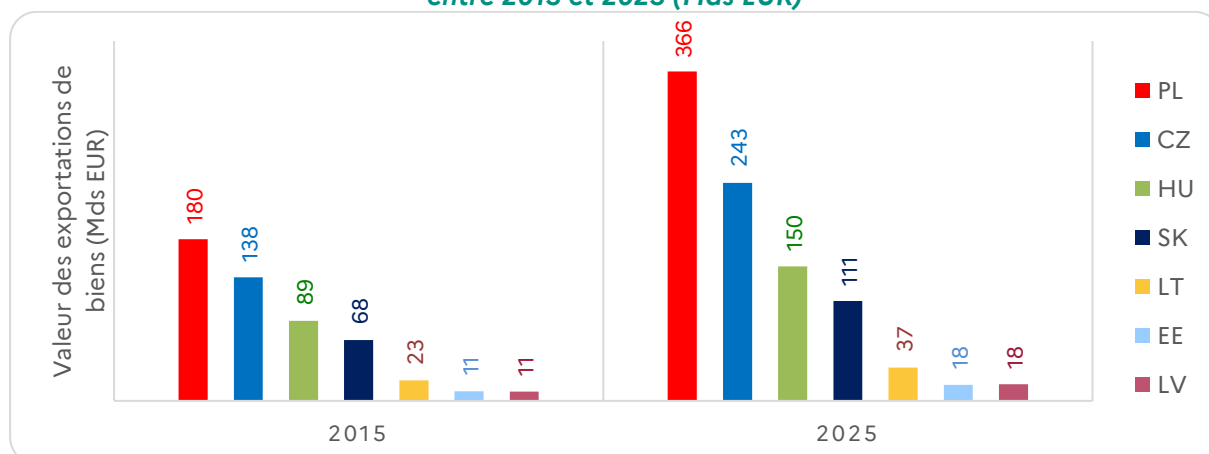
Graphique 2 : Soldes commerciaux en biens des économies d'ECB, 2015-2025 (Mds EUR)



Sources : Instituts statistiques des pays de la région, SER de Varsovie

Entre 2015 et 2025, la Pologne est l'économie la plus dynamique de la région à l'export (+104 %), nettement devant la Tchéquie et la Lettonie (respectivement +76 %). Les exportations progressent plus modérément en Hongrie (+68 %), Slovaquie (64 %), Estonie (63 %) et en Lituanie (+61 %), voir *graphique 3*.

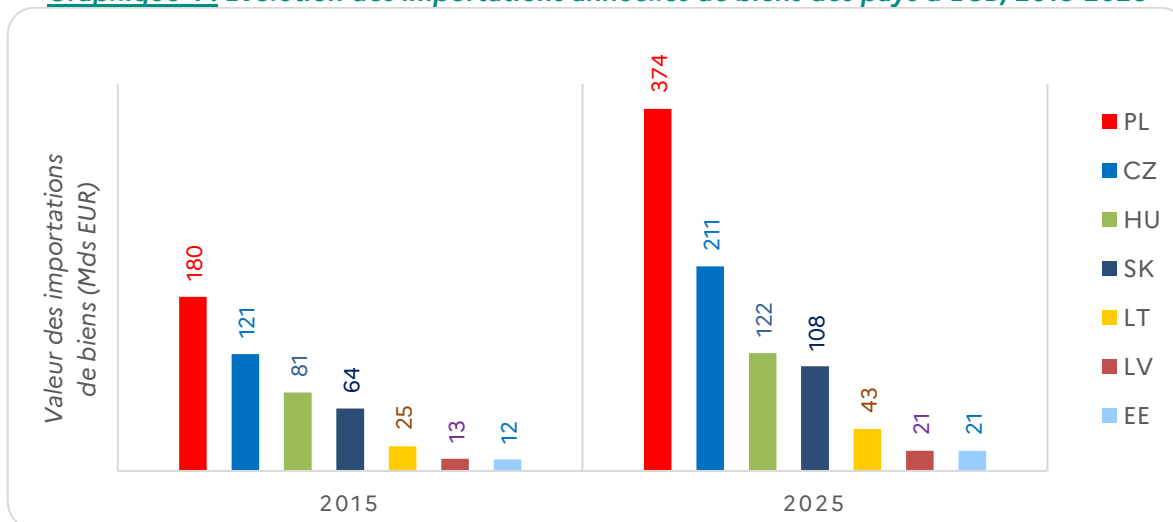
Graphique 3 : Evolution des exportations annuelles de biens des pays d'ECB entre 2015 et 2025 (Mds EUR)



Sources : Instituts statistiques des pays de la région, SER de Varsovie

Les importations polonaises ont également fortement augmenté (passant de 180 à 374 Mds EUR sur 2015-2025, soit +108 %, *graphique 4*), à un rythme supérieur à celui des autres économies, dont les importations augmentent entre 50 % (Hongrie) et 75 % (Tchéquie). Cette dynamique plus modérée des importations en Hongrie contribue à l'excédent élevé du pays.

Graphique 4 : Evolution des importations annuelles de biens des pays d'ECB, 2015-2025



Sources : Instituts statistiques des pays de la région, SER de Varsovie

2. Analyse produits : des spécialisations industrielles favorisant la résilience commerciale

2.1. Exportations : la base industrielle solide soutient la performance régionale

La résilience du commerce extérieur de la région repose sur (i) le maintien de nombreuses spécialisations industrielles historiques ; (ii) une intégration avancée dans les chaînes de valeur liées aux transitions énergétique (électromobilité, stockage d'énergie) et numérique (informatique, télécommunications).

2.1.1. La consolidation des spécialisations industrielles historiques comme socle des exportations

L'industrie automobile demeure le pilier des exportations du groupe de Visegrad. La région est l'une des principales bases de production européenne d'automobiles finies. Les voitures de tourisme (code 8703 dans la nomenclature HS) constituent le premier poste d'exportation de la Tchéquie (34 Mds EUR en 2025 soit 14,1 % des exportations nationales de biens), de la Slovaquie (31 Mds EUR, 28 %, après une hausse en valeur de +148 % sur la décennie) et de la Hongrie (11,3 Mds EUR, 7,5 %). Elles sont le quatrième poste en Pologne (6,7 Mds, 1,8 %). Les exportations de véhicules de transport de marchandises (8704), cinquième poste d'exportations de Pologne, ont également augmenté de 340 % entre 2015 et 2025 dans ce pays, pour atteindre 6,6 Mds EUR.

Le groupe de Visegrad est aussi au cœur des chaînes commerciales en amont de l'industrie automobile : la région héberge une importante base de production des pièces et équipements de ces véhicules (8708). Ce sont notamment le premier poste d'exportation de la Pologne (17,9 Mds EUR en 2025 soit 4,9 % des exportations), le deuxième de la Slovaquie (7,0 Mds EUR, 6,2 %), le troisième de la Tchéquie (15,3 Mds, 6,3 %) et de la Hongrie (8,2 Mds EUR, 3,6 %). Des secteurs proches, comme les pneumatiques (4011) font l'objet d'importantes implantations dans plusieurs économies de la région. Les pneus sont ainsi le onzième poste d'exportations de la Tchéquie (2,8 Mds EUR d'exportations nationales annuelles en 2025, 1,2 %), le vingt-sixième de la Pologne (2,6 Mds EUR, 0,7 %), le cinquième de la Slovaquie (2,5 Mds EUR, 2,2 %), et le quinzième de la Hongrie (2,0 Mds EUR, 1,3 %).

Les produits bois et ameublement caractérisent davantage la Pologne et les États baltes. Les meubles finis (9403) sont le troisième produit exporté par les entreprises polonaises, avec 6,7 Mds EUR en 2025 (1,8 %), et le deuxième de la Lituanie (1,8 Mds EUR, 4,8 %). La Lettonie et l'Estonie présentent une forte spécialisation dans les produits du bois. Ces derniers comprennent notamment les premier, troisième et neuvième produits à l'export de la Lettonie, à savoir (i) les bois sciés épais (4407, 843 M EUR soit 4,6 % des exportations nationales) ; (ii) les bois de chauffage en rondins et buches (4401, 626 M EUR, 3,4 %) ; et (iii) les bois plaqués, contre-plaqués et stratifiés (4412, 375 M EUR, 2,0 %, après un doublement en valeur sur 10 ans). La filière bois occupe également les troisième, et septième et dixième rangs parmi les exportations estoniennes : celles d'ouvrages de menuiserie et de charpente (4418) atteignent 406 M EUR en 2025 (2,3 %), les bois de chauffage (4401), 363 M EUR (2,1 %) et les lames et frises à parquet (4409), 284 M EUR (1,6 %).

Les industries chimiques jouent également un rôle important dans la région, en particulier à travers les produits pharmaceutiques et certains segments spécialisés :

Dans le commerce de produits pharmaceutiques,

- Les médicaments (3004) comptent parmi les piliers du modèle à l'export de la Hongrie (3,6 % des exportations nationales) et atteignent 5,4 Mds EUR en valeur annuelle en 2025. Ce sont également le troisième poste d'exportations des entreprises basées en Lituanie, avec 870 M EUR en 2025 (2,4 %).
- Les vaccins, antisérums, et produits immunologiques (3002) ont pris une part croissante dans les ventes de la région entre 2015 et 2025, passant de 0,1 à 0,9 % des exportations polonaises (de 159 M EUR à 3,2 Mds EUR), après une augmentation de 1 900 % en valeur. Elles sont également le huitième produit exporté par la Hongrie en 2025 (3,5 Mds EUR en 2025, 2,4 %).

En parallèle, certains produits chimiques à usage de consommation ou intermédiaire occupent une place notable dans les échanges régionaux.

- Les produits cosmétiques (3304) constituent un segment dynamique, notamment en Pologne (2,8 Mds EUR en 2025, 0,8 %) et en Tchéquie (1 Md EUR, 0,4 %).
- Et la structure des exportations lituaniennes met en évidence le poids de segments chimiques plus spécifiques, notamment liés aux intrants industriels et agricoles. Les engrais minéraux ou chimiques (3105) représentent ainsi 645 M EUR d'exportations lituaniennes en 2025 (1,8 %, septième poste), illustrant le rôle du pays dans les chaînes d'approvisionnement agricoles. S'y ajoutent 540 M EUR de poly acétals et plastiques assimilés (3907, 1,5 %) et 495 M EUR de réactifs de diagnostic ou de laboratoire (3822, 1,3 %).

L'agroalimentaire présente aussi des niches d'exportation dynamiques (viandes, alimentation animale, céréales) :

- Les exportations de viandes (0207) sont le huitième poste de la Pologne (5,3 Mds EUR, 1,5 %, après un triplement en valeur sur dix ans).
- Les préparations pour l'alimentation des animaux (2309) étaient en 2025 un important poste d'exportations de la Pologne (2,8 Mds EUR) comme de la Tchéquie (1,4 Md EUR) et de la Hongrie (1,3 Md EUR).
- Le froment et le méteil (1001) constituent le cinquième poste d'exportation lituanien avec 728 M EUR, soit 2 % des exportations nationales.
- Enfin, les autres préparations alimentaires diverses (2106) font également l'objet en 2025 d'exportations notables de la Pologne (2,4 Mds EUR) et de la Tchéquie (698 M EUR).

2.1.2. Une intégration croissante aux chaînes de valeur des transitions énergétique et numérique

La spécialisation régionale dans le matériel électrique et les machines a favorisé l'intégration des économies d'ECB aux chaînes de valeur de la transition énergétique.

La région alimente notamment les industries de l'électromobilité, et se diversifie dans les infrastructures et équipements dont la demande se développe au gré de l'électrification des économies :

- Entre 2015 et 2025, les exportations annuelles de **batteries électriques** (*accumulateurs et leurs parties - 8507*) ont progressé de +4 300 % en valeur en Hongrie, pour atteindre 5,3 Mds EUR (cinquième poste national d'exportations), de +700 % en valeur en Pologne pour atteindre 5,1 Mds EUR en 2025 (neuvième poste, passant de 0,3 % à 1,4 % des exportations totales nationales), et de +490 % en Tchéquie pour atteindre 3,2 Mds EUR (huitième poste) ;
- Les exportations de **transformateurs** (*transformateurs, bobines de résistances et leurs parties - 8504*) ont triplé sur la décennie en Pologne pour atteindre 2,8 Mds EUR en 2025 (0,8 %), de même qu'en Tchéquie (2 Mds EUR, 0,8 %). Elles ont quadruplé en Hongrie pour atteindre 2,5 Mds EUR (1,7 %).
- Avec une progression plus modérée, mais pour des valeurs équivalentes, d'autres produits de consommation intermédiaire liés à l'électrification jouent un rôle important. Par exemple, les **fils et câbles électriques** (*8544*) sont le cinquième poste d'exportations de la Tchéquie en 2025 (4,2 Mds EUR, 1,7 %), le douzième de la Pologne (4,0 Mds EUR, 1,1 %), le septième de la Hongrie (3,9 Mds EUR, 2,6 %) ainsi que le huitième de la Slovaquie (1,8 Mds EUR, 1,6 %). Les **tableaux, panneaux et consoles électriques** (*8537*) sont également le onzième poste d'exportations de la Hongrie (2,9 Mds en 2025, 1,9 %), et ont triplé en Lituanie en 10 ans pour atteindre 373 M EUR en 2025 (1,0 %).

Les exportations énergétiques de la région ont également progressé : en premier lieu les exportations d'électricité (*2716*) avec l'émergence d'une filière nationale à l'export en Slovaquie, permettant aux exportations d'atteindre 2,0 Mds EUR en 2025, soit 1,8 % des exportations nationales contre 0,02 % en 2015. En Hongrie, ces ventes ont triplé sur la décennie pour atteindre 2,3 Mds EUR, même rythme en Pologne (1,6 Mds EUR) et une multiplication par 2 en Tchéquie (2,3 Mds EUR).

Bien que les exportations d'**huiles de pétroles non brutes** (*2710*) aient reculé en part des exportations de la Slovaquie, celles-ci demeurent le neuvième poste national, avec 1,6 Mds EUR en 2025 (1,4 %). Elles sont stables et demeurent également un poste d'importation notable en Pologne (2,6 Mds EUR, 0,7 %), Hongrie (1,8 Mds EUR, 1,2 %) et Tchéquie (1,5 Md EUR, 0,6 %).

Par ailleurs, la région est bien positionnée dans la production de biens liés aux technologies numériques. Les exportations de **matériel informatique** (*8471*) ont fortement progressé en Pologne et en Hongrie. Ces ventes polonaises ont augmenté de 160 % entre 2015 et 2025 (8,5 Mds EUR, 2,3 %) pour devenir le deuxième poste d'exportations du pays. Même classement de ce produit en Hongrie avec 8,2 Mds EUR d'exportations, après une progression de 250 % sur 10 ans (passant de 2,6 à 5,5 %). Ce poste est douzième pour la Slovaquie avec 1,1 Md EUR d'exportations et un recul en part des exportations nationales sur la décennie, de 1,4 % à 1,0 %.

Les **smartphones, appareils de télécommunications et de leurs pièces** (*8517*) occupent une place importante dans plusieurs économies, notamment dans les États baltes. S'il s'agit du troisième poste d'exportations de l'économie slovaque en 2025 (4,1 %, une part néanmoins en recul depuis 10 ans) avec 4,5 Mds EUR, c'est le premier de l'Estonie en 2025 avec 1 Md EUR

(5,9 %), le huitième de la Hongrie (3,4 Mds EUR, 2,2 %), le quinzième de la Pologne (3,4 Mds EUR, 0,9 %) et le huitième de la Lituanie (587 M EUR, 1,6 %).

Les exportations de **circuits intégrés** (8542) se développent également, en particulier en Tchéquie, qui a exporté en 2025 pour plus de 2,1 Mds EUR de circuits intégrés. En Pologne, ce poste a atteint 538 M EUR, avec un doublement en valeur sur 10 ans.

2.2. Importations : des besoins liés au développement industriel

Les importations régionales reflètent principalement les besoins en biens intermédiaires et en produits énergétiques des économies en forte croissance industrielle. Elles traduisent également l'exposition à l'offre étrangère pour certains biens critiques (médicaments, semi-conducteurs), ainsi que la hausse des dépenses militaires dans le contexte géopolitique actuel.

Les approvisionnements énergétiques de certaines économies de la région ont sensiblement augmenté sur la décennie, et représentent parfois une part élevée du total des importations nationales :

- Les **importations d'électricité** (2716) ont triplé entre 2015 et 2025 en Hongrie pour atteindre 3,4 Mds EUR. Elles représentent également une part significative et stable des importations de la Slovaquie 1,5 Md EUR (1,4 % des importations nationales), et un flux important vers la Pologne : 1,2 Md EUR (0,6 %).
- Les **huiles de pétrole et de minéraux non bitumineux bruts** (2709) figurent très nettement en tête des importations lituaniennes, avec 4,6 Mds EUR en 2025 (10,5 %). Elles alimentent une activité de raffinage importante, les produits pétroliers étant ensuite réexportés, notamment en direction de la Lettonie et de l'Estonie.
- La Slovaquie importe pour 2,4 Mds EUR (2,2 %) d'**hydrocarbures gazeux** (2711, dont le gaz de pétrole), et la Lituanie 1,3 Mds EUR soit 3 % de son total importé (quatrième poste).

Certaines importations illustrent le rôle de plateforme de transformation industrielle de la région. En particulier, les **parties et accessoires de véhicules automobiles** (8708), déjà parmi les principaux produits exportés au niveau régional, figurent également parmi les plus importés : ils constituent le troisième produit les plus importé par la Pologne (11,1 Mds EUR, 3,0 %), le premier de la Hongrie (5,6 Mds EUR, 4,6 %), le premier de la Tchéquie (11,8 Mds EUR, 5,6 %) et la Slovaquie (13,6 Mds EUR, 12,5 %), qui est le premier exportateur de la région en automobiles finies (mesuré en part de son commerce extérieur total). Concernant les **produits non finis de base**, la Pologne importe également 2,5 Mds EUR de **produits laminés plats en fer ou en acier** (7210), la Tchéquie 1,1 Mds EUR d'**ouvrages en fer et acier** (7326), tandis que la Slovaquie achète pour 598 M EUR d'ouvrages en fer et acier, et près de 500 M EUR de produits laminés plats.

Les achats d'armement comptent également parmi les postes d'importation les plus dynamiques sur la décennie écoulée, notamment en Pologne et Slovaquie. Hors grands contrats, il est notable que les importations de **munitions, explosifs et projectiles** (9306) ont augmenté de 2 600 % en valeur annuelle en Pologne entre 2015 et 2025 pour atteindre 2,3 Mds EUR en 2025 (0,6 %), de +5 200 % en Slovaquie (1,4 Md EUR en 2025, 1,3 %, onzième poste). Elles sont également passées de 0,2 % à 1,5 % du total des importations de la Lituanie (+1 400 % en valeur) pour atteindre 305 M EUR en 2025.

D'autres postes d'importations traduisent l'exposition des économies européennes à l'offre étrangère sur des biens essentiels :

- **Concernant les médicaments (3004)**, les importations lituaniennes ont doublé en dix ans pour devenir le troisième poste national d'importations (1,5 Mds EUR, 3,6 %). Les médicaments constituent également le troisième poste d'importations polonais (11,1 Mds EUR, 3 %) et on elles aussi doublé sur la décennie pour la Tchéquie, devenant son cinquième poste d'importations (4,3 Mds EUR, 2,0 %) ;
- **Les importations de circuits intégrés (8542)** ont sensiblement augmenté sur dix ans : elles doublent en valeur sur la décennie en Tchéquie, pour atteindre 4,3 Mds EUR en 2025 (2,0 %), de même qu'en Pologne où elles représentent 4,2 Mds EUR (1,1 %, onzième poste d'importations). Elles sont plus stables en Hongrie mais représentent néanmoins le onzième poste d'importations (2,4 Mds EUR, 2,0 %). Elles sont également le onzième poste des importations lituaniennes (280 M EUR).
- Enfin, les **smartphones et appareils de télécommunications (8517)**, largement exportés au niveau régional, figurent aussi parmi les plus importés. En 2025, ils représentent un flux important pour la Tchéquie (13,6 Mds EUR, 5,6 %, quatrième poste d'importations), devant la Slovaquie (4,5 Mds EUR, 4 %, troisième poste), la Hongrie (3,4 Mds EUR, 2,2 %), la Pologne (2,6 Mds EUR, 0,7 %), l'Estonie (1 Md EUR, 5,9 %, premier poste), la Lettonie (754 M EUR, 4,1 %, deuxième poste) et la Lituanie (587 M EUR, 1,6 %, deuxième poste). Ces flux témoignent du rôle de la région en tant que réexportatrice vers d'autres marchés.

3. Analyse pays : les économies de la région se caractérisent par de forts échanges intra-européens et une exposition au commerce avec l'Allemagne et la Chine

3.1. Des échanges majoritairement européens

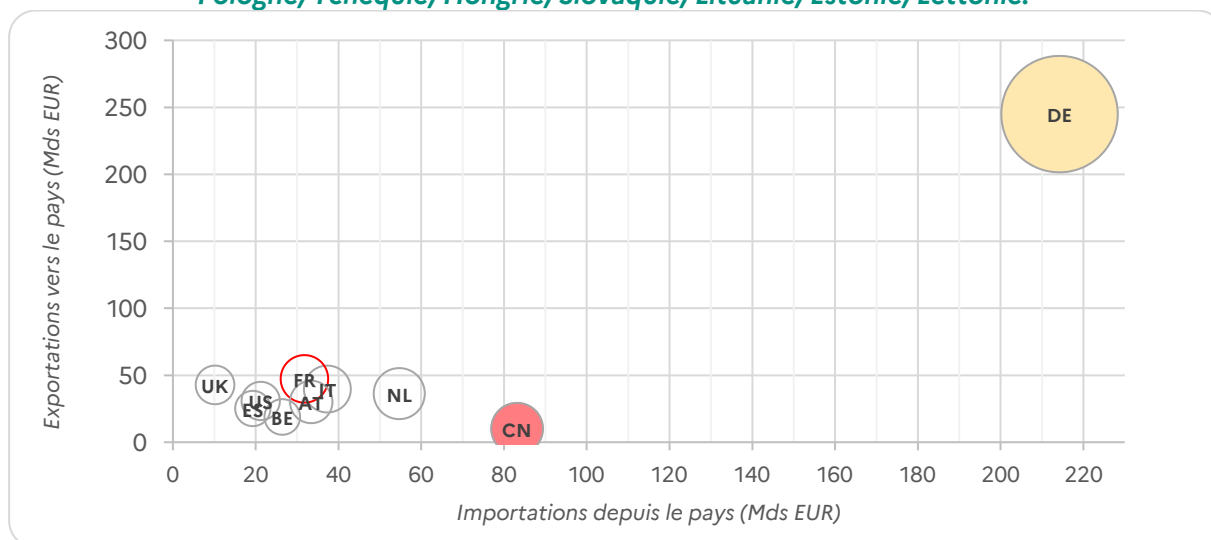
Dans l'ensemble¹, les économies d'Europe centrale et balte commercent majoritairement avec l'Union européenne. En 2025, **74 % du commerce extérieur total des sept économies de la zone** (1 395 Mds EUR sur 1 890 Mds EUR) **concernait des Etats membres**, représentant 76 % des exportations régionales (724 Mds EUR sur 954 Mds EUR) et 72 % des importations régionales (670 Mds EUR sur 936 Mds EUR). **Le commerce intrarégional reste également important** : il représentait **18,5 % des exportations** (176 Mds EUR) **et 18 % des importations** (169 Mds EUR) des pays de la région.

La demande des principaux pays - Pologne, Tchéquie, Hongrie - influence fortement les exportations des autres économies ECB. Par exemple, la Pologne est le deuxième client de la Tchéquie (17,7 Mds EUR, 7,3 %) et de la Lituanie (3,8 Mds EUR, 10 %), le troisième client de la Hongrie (7,3 Mds EUR, 5 %), le sixième de l'Estonie (800 M EUR, 4 %) et le septième de la Lettonie. La Tchéquie est le deuxième client de la Pologne (22,9 Mds EUR, 6,3 %) et de la Slovaquie (13,8 Mds EUR, 12 %). La Hongrie est le troisième client de la Slovaquie, avec 8,6 Mds EUR des exportations slovaques (7,8 %) et le neuvième de la Tchéquie. **La Slovaquie est la plus dépendante de la demande régionale : trois de ses quatre principaux clients sont voisins** (dans l'ordre : Tchéquie, Hongrie, Pologne), **totalisant 27,7 % de ses exportations** (30,8 Mds EUR), notamment en raison des chaînes de valeur automobiles régionales.

¹ Les données de ce paragraphe proviennent d'Eurostat, tandis que le reste du dossier s'appuie sur Trade Data Monitor.

Au niveau bilatéral, le commerce de la région est particulièrement sensible à l'Allemagne et à la Chine. Le [graphique 5](#) montre la singularité des partenariats commerciaux des économies d'Europe centrale et balte avec l'Allemagne (DE), dont l'ampleur dépasse très sensiblement celle observée pour les autres partenaires commerciaux, ainsi qu'avec la Chine (CN). A titre de comparaison, les Pays-Bas (NL), troisième partenaire de la région en biens en 2025, échangent au total cinq fois moins avec la région ECB que l'Allemagne, premier partenaire. **Les deux principales relations commerciales se différencient toutefois nettement l'un de l'autre : alors que les échanges de biens des économies d'ECB avec Allemagne sont importants tant du point de vue des exportations que des importations, la Chine vend nettement plus de biens à la région qu'elle ne lui en achète.**

Graphique 5 : Les dix premiers partenaires commerciaux en biens du groupe « ECB7 » en 2025 : Pologne, Tchéquie, Hongrie, Slovaquie, Lituanie, Estonie, Lettonie.



Sources : Eurostat, base de données « COMEXT », SER de Varsovie

Note de lecture : La taille des bulles est proportionnelle au total des échanges (exportations + importations, en valeur) entre le pays et l'ECB.

L'Allemagne est ainsi un partenaire commercial vital pour la région. L'Allemagne est à la fois le 1^{er} client (245 Mds EUR, 26 %) et le 1^{er} fournisseur (214 Mds EUR, 23 %) de la région en 2025.

Au niveau individuel, elle est de loin le premier client de chacun des quatre pays de Visegrad (Pologne, Tchéquie, Hongrie, Slovaquie) et figure parmi les cinq premiers fournisseurs des Etats baltes (troisième client de la Lituanie en 2025 avec 9,0 % des exportations, cinquième de l'Estonie avec 7,5 % et troisième de la Lettonie avec 6,3 %). Outre le statut de premier exportateur européen de l'Allemagne, l'importance de ces échanges s'explique également dans le sens inverse par la présence d'entreprises polonaises et allemandes sur des chaînes de valeur communes (automobile, électroménager notamment) ainsi que par les importants investissements étrangers en Europe centrale et balte destinés à approvisionner les marchés européens voisins, l'Allemagne en premier lieu.

L'Allemagne est également le premier fournisseur de chacun des pays du groupe de Visegrad : en 2025, la Pologne a importé 71 Mds EUR de biens en provenance d'Allemagne, soit 19 % du total de ses importations, la Tchéquie 42 Mds EUR (20 %), la Hongrie 21 Mds EUR (18 %) et la Slovaquie 15 Mds EUR (14 %). Elle est également le deuxième fournisseur de chacun des pays baltes en 2025, avec 13 % des importations lituanienes (6 Mds EUR), 11 % des importations lettones (2,2 Mds EUR) et 9 % des importations estoniennes (1,9 Md EUR). Le commerce extérieur de la région est donc naturellement sensible à l'offre et la demande allemande.

La Chine représente 9 % des importations régionales de biens en 2025, (83 Mds EUR sur 936 Mds EUR) et se positionne comme le deuxième fournisseur de la région. Sur la décennie écoulée, l'augmentation des importations de produits chinois par la Pologne et la Tchéquie, associée à la contraction des exportations slovaques, tchèques et hongroises vers ce partenaire, contribuent au positionnement singulier de la Chine (importantes exportations chinoises vers l'ECB, peu d'importations). Cf. [dossier de décembre 2025 : « EUROPE CENTRALE ET BALTE - Relations économiques et commerciales avec la Chine »](#).

3.2. Exportations : une croissance portée par l'UE et le commerce intrarégional

Table 1 : Principaux clients des économies des économies du groupe de Visegrad en 2025

Rang	Pologne (PL)			Tchéquie (CZ)			Hongrie (HU)			Slovaquie (SK)		
	Partenaire	Valeur (Md EUR)	Part %	Partenaire	Valeur (Md EUR)	Part %	Partenaire	Valeur (Md EUR)	Part %	Partenaire	Valeur (Md EUR)	Part %
1	Monde	366,2	100	Monde	242,5	100	Monde	149,6	100	Monde	110,9	100
2	Allemagne	98,7	26,9	Allemagne	76,6	31,6	Allemagne	36,9	24,7	Allemagne	23,7	21,4
3	Tchéquie	22,9	6,3	Pologne	17,7	7,3	Roumanie	8,4	5,7	Tchéquie	13,8	12,4
4	France	22,3	6,1	Slovaquie	17,0	7,0	Pologne	7,3	4,9	Hongrie	8,6	7,7
5	UK	18,7	5,1	France	11,8	4,9	Italie	7,1	4,8	Pologne	8,4	7,6
6	Pays-Bas	16,9	4,6	UK	10,6	4,4	Slovaquie	7,0	4,7	Autriche	6,0	5,4
7	Italie	16,4	4,5	Autriche	9,6	4,0	Tchéquie	6,3	4,2	France	5,2	4,7
8	Ukraine	13,4	3,7	Italie	9,2	3,8	Autriche	6,1	4,1	UK	5,2	4,7
9	Etats-Unis	11,6	3,2	Pays-Bas	7,6	3,1	Etats-Unis	5,8	3,9	Italie	4,9	4,4
10	Espagne	11,0	3,0	Hongrie	7,5	3,1	France	5,7	3,8	Etats-Unis	3,7	3,3
	Slovaquie	9,9	2,7	Etats-Unis	6,8	2,8	Pays-Bas	5,5	3,7	Roumanie	2,8	2,5

Table 2 : Principaux clients des économies des économies des Etats baltes en 2025

Rang	Lituanie (LT)			Estonie (EE)			Lettonie (LV)		
	Partenaire	Valeur (Md EUR)	Part %	Partenaire	Valeur (Md EUR)	Part %	Partenaire	Valeur (Md EUR)	Part %
1	Monde	36,9	100	Monde	17,7	100	Monde	18,5	100
2	Lettonie	4,6	12,4	Finlande	2,6	14,6	Lituanie	3,4	18,3
3	Pologne	3,8	10,2	Lettonie	1,9	10,8	Estonie	2,1	11,1
4	Allemagne	3,3	9,0	Suède	1,5	8,7	Allemagne	1,2	6,3
5	Pays-Bas	2,4	6,6	Lituanie	1,5	8,3	UK	1,1	5,7
6	Estonie	2,2	6,1	Allemagne	1,3	7,5	Suède	1,0	5,3
7	Etats-Unis	1,8	4,8	Pologne	0,8	4,2	Russie	1,0	5,2
8	Suède	1,6	4,4	Pays-Bas	0,7	3,8	Pologne	0,8	4,5
9	UK	1,6	4,3	Norvège	0,6	3,4	Danemark	0,7	3,9
10	Ukraine	1,5	3,9	Etats-Unis	0,6	3,2	Pays-Bas	0,6	3,2
	France	1,0	2,8	Danemark	0,5	2,8	Finlande	0,6	3,1

Sources : Instituts statistiques des pays de la région, SER de Varsovie

Les partenaires qui ont le plus contribué à la croissance des exportations de la région entre 2015 et 2025 sont, en valeur :

- **L'Allemagne** : Les exportations annuelles de la Pologne vers l'Allemagne ont doublé en 10 ans, passant de 50 Mds EUR à 99 Mds EUR en 2025. Celles de la Tchéquie ont progressé de 32 Mds EUR (de 45 Mds EUR à 77 Mds EUR) en valeur annuelle sur la même période (+72 %), pour atteindre 32 % du total des ventes tchèques.

- **La France** : Entre 2015 et 2025, la Pologne a par exemple vu ses exportations annuelles vers la France passer de 9,9 Mds EUR, à 22,3 Mds EUR, soit une croissance en valeur de 125 %. Cette dynamique se confirme en termes relatifs : sur la période, la France est passée de 5,5 % à 6,1 % du total des exportations de la Pologne. En Tchéquie, la hausse des exportations vers la France est la quatrième plus importante, après l'Allemagne, la Pologne et la Slovaquie, avec +4,7 Mds EUR d'exportations annuelles entre 2015 et 2025 (de 11 à 17 Mds EUR)
- **La région** : En particulier, les exportations annuelles polonaises vers la Tchéquie ont augmenté de 11 Mds EUR entre 2015 et 2025 (+92 %), les exportations tchèques vers la Pologne ont plus que doublé sur la décennie, passant de 8,1 Mds EUR à 17,7 Mds EUR, de même que celles de la Hongrie vers la Pologne (de 3,5 Mds EUR à 7,3 Mds EUR). Concernant les Etats baltes, la part de la Lettonie dans les exportations de la Lituanie a progressé de 2,5 points sur la décennie (de 9,9 % à 12,4 %) après un doublement en valeur (de 2,3 Mds EUR à 4,6 Mds EUR).
- **L'Ukraine** : le pays, qui était la destination d'1,7 % des exportations de la Pologne en 2015, représente 3,7 % du total des ventes polonaises en 2025 (de 3,0 Mds EUR à 13,4 Mds EUR soit +350 %). La Hongrie y a quasiment triplé ses exportations (de 1,3 Mds EUR à 3,7 Mds EUR) et l'Ukraine représente désormais 2,5 % du total des exportations hongroises, contre 1,5 % dix ans plus tôt. L'Ukraine est également passée de 0,4 % à 1,1 % du total des exportations tchèques entre 2015 et 2025 (de 555 M EUR à 2,6 Mds EUR soit +2 Mds EUR annuels). *Cf. dossier d'octobre 2025 « EUROPE CENTRALE ET BALTE – Flux régionaux de soutien avec l'Ukraine et évolution du commerce bilatéral de biens ».*

Les exportations des économies d'ECB vers la Russie sont parmi celles qui ont le plus décliné :

- Les exportations polonaises vers la Russie sont passées de 5,1 Mds EUR en 2015 à 2,2 Mds EUR en 2025, et notamment de 2,9 % du total des exportations polonaises à seulement 0,6 % sur la même période.
- Dans les baltes, la Russie est notamment passée de 13,7 % à 1,1 % des exportations lituanienes (de 3,1 Mds EUR en 2015 à 407 M EUR en 2025), et des 8,0 % à 5,2 % des exportations lettones sur 2015-2025. **La Lettonie reste néanmoins la seule économie régionale à exporter plus de 5 % de ses biens vers la Russie en 2025**, et se distingue par une progression en valeur de ses exportations vers la Russie sur la décennie.

D'autres partenariats à l'export, plus modestes, se distinguent par leur importante progression :

- **Hongrie-Inde** : Les exportations annuelles hongroises vers l'Inde sont passées entre 2015 et 2025 de 191 M EUR à 1,4 Mds EUR (+600 % sur la décennie) ;
- **Estonie-Singapour** : Sur la même période, Singapour est passée de 0,1 % (8 M EUR) à 2,0 % (350 M EUR) du total des exportations de l'Estonie (progression de plus de 4 000 %) ;
- **Estonie-Bulgarie** : La Bulgarie est passée de 0,2 % des exportations de l'Estonie (24 M EUR) à 2,0 % du total de ses exportations annuelles (358 M EUR) sur la même période ;
- **Lettonie-Nigeria** : Le Nigeria est également passé de 0,01 % des exportations annuelles lettones (2,4 M EUR) à 2,0 % du total (343 M EUR).

3.3. **Importations : un rôle croissant des partenaires extra-européens**

La croissance des importations entre 2015 et 2025 provient surtout de la Chine (+175 % pour la Pologne, +110 % pour la Tchéquie, +125 % pour la Hongrie). **En effet, les importations annuelles de biens chinois ont augmenté** de +37 Mds EUR entre 2015 et 2025 pour la Pologne (de 21 à 58 Mds EUR), +18 Mds EUR pour la Tchéquie (de 17 à 35 Mds EUR), +9 Mds EUR pour la Hongrie (de 7 à 17 Mds EUR), mais également +1,6 Md EUR pour les importations lituaniennes (passées de 2,9 % à 5,2 % du total national), +1,6 Md EUR pour l'Estonie (dont la Chine est le premier fournisseur au monde, devant l'Allemagne, avec 12,6 % de l'approvisionnement total) et +1,3 Md EUR pour la Lettonie (dont la Chine est également le premier fournisseur avec 10,7 % du total). **Dans la région, seule la Slovaquie fait exception avec une croissance plus modérée au regard de la taille de son économie** (+49 %, +2,8 Mds EUR).

Les importations en provenance d'Allemagne augmentent sensiblement pour la plupart des pays, à l'exception de la Hongrie. Les importations annuelles de la Pologne progressent de 30 Mds EUR entre 2015 et 2025, pour s'établir à 71 Mds EUR en 2025, celles de la Tchéquie de +11 Mds EUR (42 Mds EUR) et celles de la Slovaquie de +6 Mds EUR (15,3 Mds EUR). Dans les pays baltes, la Lituanie a doublé ses importations d'Allemagne sur la décennie (+2,7 Mds EUR d'importations annuelles pour atteindre 5,6 Mds EUR en 2025), suivie de près par l'Estonie (+875 M EUR, pour atteindre 1,9 Mds EUR en 2025) et de la Lettonie (+870 M EUR, 2,2 Mds EUR). **Seule la Hongrie se distingue de la région par une faible croissance de ses importations d'Allemagne sur 10 ans** (+2,8 Mds EUR, +15 %), à un rythme inférieur à l'évolution générale des prix sur la période, donc signifiant un recul en valeur réelle.

Les importations en provenance de Corée du Sud sont particulièrement importantes dans plusieurs économies du groupe de Visegrad. Les importations polonaises de Corée ont augmenté de 240 % en 10 ans (de 3,0 à 10,1 Mds EUR entre 2015 et 2025, désormais huitième fournisseur avec 2,7 % de part de marché), celles de Hongrie de 255 % (de 1,5 Md EUR à 5,3 Mds EUR, cinquième fournisseur avec 4,4 % de part de marché) et la Corée est le sixième fournisseur de la Slovaquie avec 4,6 % de part de marché (en recul néanmoins depuis 10 ans).

L'importante croissance des importations depuis les Etats-Unis se constate surtout pour la Pologne. Les importations annuelles de biens américains ont augmenté de +13 Mds EUR pour ce pays entre 2015 et 2025, passant de 4,8 à 18 Mds EUR pour une hausse de +2,1 points de part de marché pour les Etats-Unis, qui représentent **4,7 % de l'approvisionnement polonais en biens en 2025**. Cette croissance n'a pas d'équivalent dans la zone.

Enfin, les importations hongroises et slovaques de biens de Russie ont progressé sur la décennie, une tendance à rebours de celle du reste de la région. Il s'agit principalement d'importations d'énergie, les deux pays n'ayant pas encore rompu leurs achats de gaz et de pétrole russes. En Hongrie, ces achats totalisent pour 4,8 Mds EUR en 2025 (contre 3,4 Mds EUR en 2015), et ils progressent de 304 M EUR en Slovaquie sur 10 ans pour atteindre 3,8 Mds EUR (mais reculent en part, de 5,4 % à 3,5 % des importations nationales). La Russie reste ainsi le septième fournisseur de biens de la Hongrie et le neuvième de la Slovaquie. A l'inverse, elles ont diminué de 90 % en Pologne entre 2015 et 2025, de 60 % en Tchéquie, et entre 95 % (Lituanie) et 90 % (Estonie, Lettonie) dans les pays baltes.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie

varsovie@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Varsovie

Abonnez-vous : cezary.toboja@dgtresor.gouv.fr